

République française

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU THOUREIL

### Nombre de Conseillers

En exercice : 11

Présents : 10

Votants : 10

L'an deux mil quatorze le dix avril à dix-huit heures,  
le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, en session  
ordinaire à la salle des loisirs, sous la présidence de Monsieur  
Michel SIRE, Maire.

### Date de convocation

4 avril 2014

Présents : Mesdames DAVID BEILLOUIN – ENGUEHARD –  
LUCAS – LUCET SMAIL – MEME  
Messieurs BRUNETIERE – CHAUVEAU –  
GAULTIER – LEMOINE

Délibération n°14-44

Absent excusé : Monsieur CLEMENT qui a donné pouvoir à  
Monsieur SIRE

Secrétaire de séance : Madame Catherine LUCET SMAIL

### CONSTITUTION DE LA COMMISSION LOCALE DE L'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Monsieur le Maire informe au Conseil Municipal que l'étude  
relative à la transformation de la zone de protection du patrimoine  
architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en aire de mise en  
valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) est en cours.

De ce fait, une commission locale doit être constituée suite au  
renouvellement du conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à  
l'unanimité, de constituer la commission locale comme suit :

- Représentant de la commune du Thoureil



Président	
Le Maire : Michel SIRE	
Titulaires	Titulaires (suite)
MEME Elisabeth	CLEMENT Jérôme
CHAUVEAU Patrick	GAULTIER Samuel
LUCAS Nadège	LUCET SMAIL Catherine
ENGUEHARD Elisabeth	

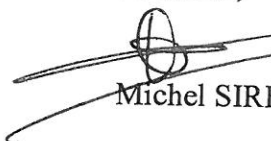
- Le Préfet, ou son représentant ;
- Le Directeur régional de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement ou son représentant ;
- Le Directeur régional des affaires culturelles ou son  
représentant ;
- Personnes qualifiées au titre de la protection du  
patrimoine :
  - GITTON Francine, Présidente de l'Association  
Le Thoureil Patrimoines et Paysages
  - MADELAIN BEAU Sybille

- Personnes qualifiées au titre des intérêts économiques :
  - CHOUTEAU Xavier
  - JANET Olivier

L'Architecte des Bâtiments de France n'est pas membre de la commission mais assistera à ses travaux avec voix consultative.

Pour extrait conforme,

Le Maire,

  
Michel SIRE



Acte rendu exécutoire  
Après dépôt en Sous-  
Préfecture, le  
Et publication ou  
Notification du

République française

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DU THOUREIL**

Nombre de Conseillers

En exercice : 9

Présents : 7

Votants : 7

L'an deux mil treize le neuf juillet à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LERMITE, Maire.

Date de convocation

1<sup>er</sup> juillet 2013

Présents : Mesdames LELIEVRE - RIBADOUX - VALLÉE  
Messieurs BOUEVIN – CHALAIN – LEMASSON

Délibération n°13-46

Absent excusé : Monsieur SIRE

Absent : Monsieur BRUNETIERE

Secrétaire de séance : Madame RIBADOUX



**RECTIFICATION DE  
LA DELIBERATION  
CONCERNANT LA  
TRANSFORMATION  
DE LA ZPPAUP EN  
AVAP**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération n°13-35 en date du 7 mai 2013 relative à la transformation de la zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que suite à l'examen de la délibération par les services de la Sous-Préfecture de Saumur, dans le cadre de leur mission du contrôle de l'égalité, des observations ont été formulées :

La composition de la commission doit être revue afin de porter à quatre le nombre des personnes qualifiées, dont deux au titre de la protection du patrimoine d'une part et deux au titre des intérêts économiques d'autre part.

L'architecte des Bâtiments de France ne peut pas être membre de la commission, mais assiste à ces travaux avec voix consultative.

De plus, Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la date de la mise en place de la ZPPAUP, inscrite sur la délibération, est erronée. Il ne s'agit pas du 14 juillet 2010 mais du 5 décembre 2007.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de constituer la commission locale comme suit :

- Représentant de la Commune du Thoureil :

Président	
Le Maire Jean-Luc LERMITE	
Titulaires	Titulaires (suite)
RIBADOUX Sylvie	VALLEE Pascale
SIRE Michel	CHALAIN Thierry
LEMASSON Georges	BOUEVIN Claude
LELIEVRE Marlène	BRUNETIERE Olivier

- Représentant des Collectivités :

Le Préfet, ou son représentant ;

Le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, ou son représentant ;

Le Directeur régional des affaires culturelles (DRAC), ou son représentant ;

- Personnes qualifiées au titre de la protection du patrimoine :

- o GITTON Francine, Présidente de l'Association Le Thoureil Patrimoines et Paysages
- o ABJEAN Jean-Luc


- Personnes qualifiées au titre des intérêts économiques locaux :

- o CHOUTEAU Xavier
- o JANET Guillaume

L'Architecte des Bâtiments de France n'est pas membre de la commission, mais assiste à ses travaux avec voix consultative.

Pour extrait conforme,

Le Maire  
Jean-Luc LERMITE



Acte rendu exécutoire  
Après dépôt en Sous-  
Préfecture, le  
Et publication ou  
Notification du



République française

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU THOUREIL

Nombre de Conseillers

En exercice : 9

Présents : 6

Votants : 6

L'an deux mil treize le sept mai à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LERMITE, Maire.

Date de convocation  
30 avril 2013

Présents : Mesdames RIBADOUX - VALLÉE  
Messieurs BOUEVIN - CHALAIN - SIRE

Délibération n°13-35

Absent excusé : Madame LELIEVRE

Absents : Messieurs BRUNETIERE - LEMASSON

Secrétaire de séance : Madame RIBADOUX

**TRANSFORMATION  
D'UNE ZONE DE  
PROTECTION DU  
PATRIMOINE  
ARCHITECTURAL  
URBAIN ET  
PAYSAGER  
(ZPPAUP) EN AIRE  
DE MISE EN  
VALEUR DE  
L'ARCHITECTURE  
ET DU PATRIMOINE  
(AVAP)**

La Commune du Thoureil dispose d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) mise en place le 14 juillet 2010.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la loi n°2010-788 dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, prévoyant la transformation des ZPPAUP en Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et ce dans les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de ladite loi.

Le décret d'application de cette loi étant du 14 juillet 2010, les effets de la ZPPAUP du Thoureil prendront fin le 14 juillet 2015, à défaut de quoi les effets de protection antérieurs à la ZPPAUP seront rétablis (à savoir les abords de monuments historiques, le site inscrit).

L'AVAP demeure, comme la ZPPAUP, une servitude d'utilité publique annexée au Plan Local d'Urbanisme (PLU), et les principes fondamentaux demeurent les mêmes. Dans le contenu, les AVAP doivent prendre en compte la dimension du Développement Durable.

Le diagnostic devient un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental portant à la fois sur le patrimoine et sur l'environnement, au regard du respect des principes du Développement Durable, et a notamment l'obligation de compatibilité avec le projet d'aménagement et de développement durable.

Le règlement doit contenir des règles relatives à l'intégration architecturale et l'insertion paysagère des constructions, ouvrages, installation ou travaux visant tant à l'exploitation des énergies renouvelables ou économie d'énergie qu'à la prise en compte d'objectifs environnementaux.

### Instances consultatives

Selon les dispositions prévues par l'article L642-5 du patrimoine, la Commune se doit de constituer une commission locale chargée



d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP en lien avec un bureau d'étude spécialisé.

La commission locale doit se composer comme suit :

- Des représentants de la collectivité ;
- Le Préfet, ou son représentant ;
- Le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, ou son représentant ;
- Le Directeur régional des affaires culturelles, ou son représentant ;
- Ainsi que des personnes qualifiées, d'une part, au titre de la protection du patrimoine et d'autre part, au titre des intérêts économiques concernés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité de constituer une commission locale (instance consultative) composée comme suit :

- Représentant de la Commune du Thoreil :

Président	
Le Maire Jean-Luc LERMITE	
Titulaires	Suppléants
RIBADOUX Sylvie	VALLEE Pascale
SIRE Michel	CHALAIN Thierry
LEMASSON Georges	BOUVIN Claude
LELIEVRE Marlène	BRUNETIERE Olivier

- Représentant des Collectivités :

Le Préfet, ou son représentant ;

Le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, ou son représentant ;

Le Directeur régional des affaires culturelles (DRAC), ou son représentant ;

L'architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

- Personnes qualifiées au titre de la protection du patrimoine :
  - o GITTON Francine, Présidente de l'Association Le Thoreil Patrimoines et Paysages
- Personnes qualifiées au titre des intérêts économiques locaux :
  - o CHOUTEAU Xavier

DÉCIDE d'organiser la concertation autour du projet d'AVAP selon les modalités suivantes :

1. Information des usagers assurée à travers l'insertion de publications dans la presse locale et les bulletins municipaux.
2. Information de la commission tourisme sur l'évolution du dossier.
3. Organisation, tant que besoin, de toutes réunions publiques nécessaires à la compréhension du projet (annonce par voie de presse).
4. Ouverture d'un registre mis à disposition du public pendant toute la durée de la concertation et des études, en mairie du Thoureil aux heures d'ouverture du secrétariat afin de recueillir les avis de la population.


DIT que les crédits destinés au financement de la dépense afférente, seront inscrits aux budgets des exercices pendant la durée de l'étude et cela à partir de 2013.

SOLLICITE auprès de toute collectivité ou organisme (État, Région etc.) toute subvention ou participation correspondante, et tout particulièrement la dotation budgétaire de l'État visée par le décret.

PRÉCISE que la délibération du Conseil Municipal sera, en outre, adressée aux services préfectoraux, au service départemental de l'architecture et du patrimoine et fera l'objet de publicité prévue par les textes.

Pour extrait conforme,

Le Maire,  
J.I. LERMITTE



Acte rendu exécutoire  
Après dépôt en Sous-  
Préfecture, le  
Et publication ou  
Notification du